

## LE ZOOM DE FAIR

Pour sa 10<sup>ème</sup> édition, le Zoom de la finance solidaire offre une analyse pertinente des évolutions marquantes du secteur.

En 2023, l'épargne solidaire affiche une progression significative, atteignant un encours global de 30,2 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 4 milliards par rapport à l'année précédente, représentant une hausse de 15 %.

L'épargne salariale solidaire, avec un volume de 18 milliards d'euros, continue de séduire les investisseurs, enregistrant une hausse de 2,7 milliards d'euros. Ce segment constitue désormais 9,5 % de l'épargne salariale nationale. Notons que l'épargne salariale solidaire croît à un rythme supérieur à celui de l'épargne salariale classique, avec une augmentation de 17,6 % contre 15,7 %. Entre 2003 et 2023, sa croissance annuelle moyenne s'élève à 27,5 %, passant de 138 millions à 18 milliards d'euros.

Actuellement, le nombre de salariés souscripteurs d'épargne salariale solidaire labellisée par Finansol est estimé entre 1,1 et 1,3 million.

Les hausses des taux d'intérêt ont également profité aux livrets et fonds de partage, permettant de reverser aux associations des dons en forte augmentation, passant de 4,8 à 8,5 millions d'euros entre 2022 et 2023, soit une hausse impressionnante de 78 %.

En revanche, les investissements solidaires ont enregistré une baisse de 21 %, bien qu'ils demeurent à un niveau élevé, comparable à celui de 2021, année exceptionnellement performante. Environ deux tiers de ces investissements sont dédiés à des projets sociaux, tels que l'accès au logement et à l'emploi, tandis que 23 % soutiennent des initiatives environnementales, comme les énergies renouvelables et l'économie circulaire. Le financement de la solidarité internationale, notamment à travers l'entrepreneuriat social, reste également une priorité. Malgré ces progrès, l'épargne solidaire ne représente qu'une infime portion de l'épargne des Français, avec seulement 0,5 % de l'épargne financière des ménages en 2023. Il apparaît donc crucial d'explorer des stratégies visant à accroître cette épargne, afin de maximiser son impact à la fois large et durable.

## FOCUS

### LA SEMAINE DE LA FINANCE SOLIDAIRE C'EST EN NOVEMBRE !

Il s'agit d'une campagne de sensibilisation collective et nationale, rassemblant de nombreux acteurs engagés dans le développement de la finance solidaire sur l'ensemble du territoire français. La dimension pédagogique de l'évènement est d'autant plus importante que les conclusions du sondage annuel de l'Ifop sur les Français et la finance responsable mettent en avant le manque de connaissance important du grand public.

La Semaine de la finance solidaire est l'occasion de mettre en avant des exemples de projets ayant bénéficié de financement solidaire pour leur création et/ou développement, ainsi que la mise en avant de leur impact. Enfin, de nombreux événements sont organisés chaque année pour s'informer, partager, réfléchir et s'engager !

Cette année, rendez-vous du 11 au 17 novembre 2024



## ANALYSE D'UNE VALEUR ISR EN PORTEFEUILLE

**IREN**  
SERVICES PUBLICS  
D'ÉLECTRICITÉ

ITALIE

### LES POINTS FORTS ESG

**E** Iren s'est fixé plusieurs objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, validés par SBTi. D'ici 2030, l'entreprise vise une réduction de 47 % de ses émissions scope 1 ; une consommation d'électricité 100 % d'origine renouvelable (scope 2) ; et pour le scope 3, une réduction de 25 % des émissions liés à l'utilisation des produits vendus et de 13 % des émissions liées à l'achat d'énergie. Pour atteindre ces objectifs, la société investit massivement dans les énergies renouvelables, avec 2 milliards d'euros alloués au développement de capacités solaires et éoliennes, et mettra hors service son unique centrale thermique en 2027. En matière de préservation de la biodiversité, Iren a mis en place une politique de conservation rigoureuse, incluant des actions de surveillance, de réhabilitation d'écosystèmes et la collaboration avec des associations locales.

**S** L'entreprise a pris un engagement formel en faveur de la non-discrimination et s'est fixé des objectifs quantitatifs à cet égard. La proportion de femmes occupant des postes d'encadrement supérieur a augmenté au cours des trois dernières années, passant de 22 % en 2020 à 25 % en 2023. Enfin, concernant les formations, Iren favorise le développement de compétences supplémentaires pour tous ses employés. Ainsi, en 2022, 98 % des salariés ont bénéficié de ces programmes soit en moyenne 27 heures de formation par employé.

**G** Iren adopte plusieurs bonnes pratiques de gouvernance. Notamment, les fonctions de président et de directeur général sont séparées. Plus de 50 % des membres du conseil d'administration sont considérés comme indépendants, dépassant les 33 % prévus par la politique d'engagement d'Ecofi et 50 % sont des femmes. Des objectifs de performance matière de RSE sont pris en compte dans la détermination de la rémunération variable des cadres supérieurs et il existe un comité de gouvernance, de nomination et de développement durable qui fait partie du conseil d'administration.

### EN PORTEFEUILLE

Choix Solidaire,  
Ecofi Trésorerie,  
Epargne Ethique Monétaire.

### + PRINCIPALES ENTRÉES\*

Société	Évènement
ABOUT YOU HOLDING SE	Amélioration de la note ESG (décile 8 à 4)
AFLAC, INC.	Amélioration de la note ESG (décile 7 à 6)
ENBRIDGE	Amélioration de la note controverses (5/5 à 0/5)
PETS AT HOME GROUP PLC	Amélioration de la note ESG (décile 7 à 3)
REINSURANCE GROUP OF AMERICA, INC.	Amélioration de la note ESG (décile 9 à 6)

\*Entrées et sorties dans l'univers éligible (Processus ISR des fonds Engagés)

### - PRINCIPALES SORTIES\*

Société	Évènement
AGFA-GEVAERT NV	Dégradation de la note ESG (décile 6 à 7)
COCA COLA COMPANY	Dégradation de la note controverses (3/5 à 5/5)
SENSATA TECHNOLOGIES HOLDING PLC	Dégradation de la note ESG (décile 6 à 7)
VERINT SYSTEMS, INC.	Dégradation de la note ESG (décile 6 à 7)
TOYOTA TSUSHO CORP.	Dégradation de la note ESG (décile 6 à 7)



## NOS DERNIERS ENGAGEMENTS

### IASJ :

#### Initiative contre le travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement du chocolat

Ecofi a soutenu une initiative de **dialogue collectif** coordonnée par les associations Investor Advocates for Social Justice (IASJ) et Oxfam, qui exige des six plus grosses entreprises chocolatières au niveau mondial (Hershey Company, Mondelez International, Mars Incorporated, Nestlé S.A., Ferrero International SpA et Lindt & Sprüngli AG) la mise en place des politiques rigoureuses contre le travail des enfants et le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement au Ghana et en Côte d'Ivoire.

L'initiative demande aussi aux sociétés de s'engager à garantir aux producteurs de cacao un revenu de subsistance.

Cette lettre exige que les fabricants de chocolat entreprennent les actions suivantes :

1. S'assurer que les producteurs de cacao perçoivent un **revenu décent** d'ici à 2025.
2. Etablir des contrats de long terme avec les producteurs de cacao pour leur assurer plus de **sécurité financière**.
3. Publier des **informations sur les progrès accomplis**.

L'initiative a été **soutenue par 68 signataires**, représentant 8,8 trillions de dollars d'actifs et concerne 2 sociétés investies par les fonds d'Ecofi (Nestlé S.A. et Lindt & Sprüngli AG).